

Sur la corde raide : démocratie et gouvernance en Amérique latine au début du XXI^e siècle.

Daniel Zovatto
Directeur Régional pour l'Amérique latine
International IDEA

1. Introduction : la nostalgie du bon gouvernement

L'Amérique latine est une région à la volatilité politique significative. À peine les trois décennies de restauration démocratique achevées, que la région expérimente des phénomènes politiques à diverses connotations démontrant la fragilité relative de l'ordre institutionnel. En bref : le retour à la suspension forcée du mandat présidentiel avec participation active des forces armées (cas du Honduras) ; l'aspiration à la réélection consécutive sans limites ; le renouvellement des cadres institutionnels qui réduisent d'autant plus les capacités déjà faibles des états à en garantir l'exécution ; des ballottages qui remettent en question la qualité des élections ; l'influence du trafic de drogue dans les dynamiques électorales ; la faiblesse structurelle des partis politiques qui s'exprime dans la crise des vieux partis de masse ; l'émergence de regroupements politiques de circonstance, plus « personnalistes » que les groupes antérieurs et le phénomène de l'hyperprésidentialisme dans divers pays de la région.

L'ordre démocratique actuel est une espèce d'équilibriste qui se balance dangereusement au-dessus du vide. La corde (la volonté d'attachement à la forme démocratique) est agitée par les vices ancestraux qui ne sont pas parvenus à consolider une gestion politique inclusive dans la région : les limites structurelles du bon gouvernement. Mais aussi les nouveaux défis que projettent sur la démocratie les phénomènes extra-légaux qui agissent tels des dissolvants de tout ordre institutionnel préexistant.

Ce moment est-il nouveau, ou est-ce une réédition perverse de la longue marche pour la citoyenneté globale dans une région de servitude ? C'est peut-être dans les caractéristiques générales que le phénomène n'est pas nouveau, mais chaque moment a son histoire. Actuellement, il y a une expansion sans précédents des « attentes de droits » car il y a un degré supérieur dans la liberté d'exiger et des réponses institutionnelles de la politique qui, loin de les atténuer, tend à les promouvoir. Ceci est un changement au sens démocratique. Reste à savoir néanmoins si les deux énoncés de l'équation de la

gouvernance - demandes sociales et réponses publiques - peuvent conduire à une expansion démocratique ou à une involution. Le fait est qu'il y a une relation déséquilibrée entre l'explosion des attentes et une inélasticité structurelle de la capacité des états (y compris la capacité fiscale) à les prendre en charge et à générer un degré raisonnable de satisfaction et de légitimité.

D'autre part, les nouveaux ennemis de l'ordre démocratique n'aspirent pas à un état. Les ennemis de la démocratie d'aujourd'hui ne sont pas des forces insurrectionnelles affrontant des gouvernements *de facto* et tentant de prendre le pouvoir pour conduire le changement social. Les ennemis d'aujourd'hui apportent la dissolution du pouvoir de l'état car ce sont des « proto-états » de nature : ils contrôlent des territoires, aspirent au monopole de la force ; perçoivent des impôts sous forme d'extorsions et légifèrent (comme le montrent les annonces que les cartels mexicains publient dans les médias). Plus encore, comme le montrent les révoltes sociales qui protègent les capos (récemment en Jamaïque), il s'agit d'organisations qui n'agissent pas directement sur la scène politique mais qui ont leur propre « électorat ».

Trois décennies d'une nouvelle démocratisation conduisent à des résultats mitigés qui peuvent certainement être améliorés. Libertés civiles et droits politiques étendus et simultanés dans la région font que cette période est plus qu'un printemps démocratique. Indépendamment des signes idéologiques et des obstacles que nous avons énoncés, il existe un engagement au respect des procédures de la démocratie. Il convient, par conséquent, d'examiner ce parcours, de la restauration de la politique anti-autoritaire jusqu'à la situation actuelle marquée par une crise économique internationale.

Dans ce qui suit, nous examinerons brièvement l'état de la corde. Nous verrons combien elle est suffisamment rigide et flexible à la fois pour garantir un passage possible du point (a), l'autoritarisme, menant à un point (b), un ordre démocratique stable, qui n'a pas toujours besoin d'être négocié, c'est-à-dire faisant preuve d'un degré raisonnable d'approbation et de légitimité préalable.

À la suite, nous observerons les forces qui déstabilisent ce passage et qui proviennent des sédiments d'exclusion caractérisant l'ordre social latino-américain en prenant la forme d'inégalités persistantes et de grande pauvreté.

Enfin, nous présenterons une réflexion sur la capacité des états démocratiques à faire face aux phénomènes de criminalité liés à la drogue qui tirent dangereusement sur la corde et n'offrent d'autre réponse que la violence et l'insécurité. Et pour finir, un pointage, une provocation, sur les contenus d'un programme minimum pour le renforcement de la gouvernance démocratique.

2. État du passage à l'ordre démocratique stable

2.1 Transition démocratique : la corde qui nous sépare du vide

Ces 30 dernières années, avec le début de la dénommée Troisième vague démocratique, plus de quatre-vingt-dix processus électoraux présidentiels ont vu le jour au niveau national. Selon les rapports des principales missions d'observation électorale, les processus électoraux présidentiels - au moins – ont été effectués sans irrégularités significatives susceptibles d'influencer de manière déterminante les résultats finaux. Graduellement, des mécanismes garantissant une plus grande transparence et une plus grande participation des différents acteurs politiques à aspirations présidentielles et l'élection des personnes dirigeantes ont été peu à peu établis et consolidés.

Si l'on comprend que les processus de transition vers la démocratie sont définis par l'existence d'un cadre normatif définissant les règles du jeu claires et transparentes d'un régime démocratique dans lequel les élections des dirigeants d'un pays sont libres, justes et périodiques et disposant également d'un acquis institutionnel supportant ces processus, on peut alors affirmer que tous les pays de la région obtiennent une bonne note pour avoir mis en place ces prérequis.

Une compilation des normes et institutions nécessaires pour être conforme aux standards de tout régime démocratique doit comprendre :

- L'établissement d'organes électoraux indépendants du Pouvoir Exécutif.
- L'existence de lois électorales, lois de partis, se traduisant généralement par des Codes électoraux ou des réglementations établissant les règles du jeu électoral.
- Des élections régulières, libres et transparentes.

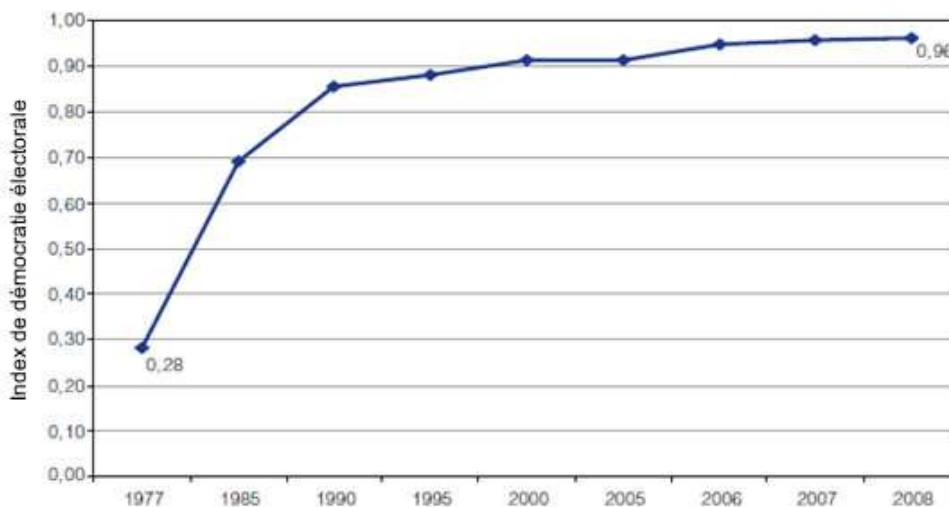
Au début des années soixante-dix, seuls le Costa Rica, la Colombie et le Venezuela disposaient de régimes démocratiques conformes auxdits standards. Nous pouvons affirmer aujourd'hui que presque la totalité des pays de la région est régie par ces règles de démocratie.

L'organisation des États américains et le Programme des Nations Unies pour le développement ont publié, en 2009, le rapport intitulé La démocratie citoyenne, un programme pour la construction de la citoyenneté en Amérique latine (OEA-PNUD, 2009) dans lequel sont présentés, entre autres réflexions, les résultats de l'Index de démocratie électorale (IDE). Cet algorithme mesure quatre indicateurs de base :

- Droit au vote
- Élections propres
- Élections libres
- Accès aux emplois publics par voie électorale

Les indicateurs ont été analysés pour la période comprise entre 1977 et 2008 et les conclusions réaffirment que les avancées dans ces domaines sont importantes ou significatives. L'index signale que « la moyenne (dont la valeur varie entre 0 et 1) pour l'Amérique latine grimpe rapidement de 0,28 en 1977 à 0,69 en 1985, et à 0,86 en 1990, s'améliorant ainsi toujours plus pour terminer en 2002 à 0,93 » (PNUD, 2004 : p 75). Ainsi, pour l'année 2008, l'indice est de 0,96, confirmant l'avancée notable dans les processus électoraux.

Graphique 1. Index de démocratie électorale en Amérique latine (1977-2008)



Source : Organisation des États américains et Programme des Nations Unies pour le développement (2009) La démocratie citoyenne. Un programme pour la construction citoyenne en Amérique latine.¹

Bien que ces données réaffirment que l'Amérique latine a clairement et indiscutablement progressé dans l'amélioration, ou même la création, quand cela fut nécessaire, du cadre juridique et institutionnel, les pays latino-américains continuent de lutter au moyen de pratiques politiques contraires à la démocratie.

¹ Les auteurs signalent que l'« IDE se construit à partir de quatre indicateurs : 1) droit au vote, 2) si les élections sont propres, 3) si les élections sont libres et 4) si l'accès aux emplois publics se fait par voie électorale. Plus les valeurs sont hautes, plus on se rapproche des principes de la démocratie électorale » (OEA-PNUD, 2009 : p 18).

La région a progressé de façon inégale dans le dépassement des pratiques politiques qui continuent de discriminer l'accomplissement des droits politiques. Par exemple, la participation des femmes aux postes de choix est encore basse et les objectifs des quotas ne sont pas toujours atteints. L'écart va de la parité récemment approuvée au Costa Rica, à l'absence de femmes au Congrès de Belize. Les droits effectifs pour les peuples indigènes ont gagné du terrain constitutionnel dans quelques pays où ils sont démographiquement majoritaires, mais reste à voir pour ce qui est de l'application effective du mandat constitutionnel et sa matérialisation sous forme d'amélioration substantielle de la qualité de vie.

La possibilité de politiques locales fortifiées par la démocratie ne montre pas non plus de progrès notables. Les fractionnements politiques de l'État national sont peu autonomes par rapport aux pouvoirs centraux, tant en matière de répartition des compétences que de moyens financiers, et même dans les États fédéraux, les corporations sous-nationales se montrent plus vulnérables face à l'influence négative du trafic de drogue. Elles sont en outre moins sollicitées en termes de transparence et de reddition de comptes que les corporations nationales.

De plus, même s'il est clair que les élections sont « the only game in town » pour former un gouvernement, cela ne garantit pas la continuité du mandat constitutionnel. Il suffit de rappeler comment, malgré des avancées, un grand nombre de chefs d'État se sont vus obligés de mettre un terme à leur gouvernement : Fernando Collor de Mello au Brésil (1992), Carlos Andrés Pérez au Venezuela (1993), Abdalla Bucaram en Équateur (1997), Raul Cubas au Paraguay (1999), Jamil Mahuad en Équateur (2000), Fernando de la Rúa en Argentine (2001), Gonzalo Sanchez de Lozada en Bolivie (2003), Lucio Gutiérrez en Équateur (2005), Carlos Mesa en Bolivie (2005), entre autres. Récemment (juin 2009) au Honduras, l'ordre constitutionnel a été rompu lorsque son président Manuel Zelaya a été illégalement démis de ses fonctions (Aguilar et Benavides, 2010 : p 4).

Ce dernier incident sert de référence pour explorer l'autre extrémité de la relation : nous faisons référence ici aux attitudes citoyennes vers la démocratie. Le résumé antérieur permet d'observer les avancées normatives et les institutions garantissant dans la région une architecture électorale plus professionnelle, plus indépendante et plus transparente dans sa gestion. La question est de savoir si grâce à cela, l'enthousiasme citoyen pour la démocratie augmente ou pas.

2.2 Coup d'état militaire au Honduras et impact sur l'opinion latino-américaine

Le 28 juin 2009, le Président du Honduras, Manuel Zelaya, a été destitué de ses fonctions par un coup d'État perpétré par les militaires. Situation qui a bouleversé non seulement la région d'Amérique centrale, mais aussi la communauté internationale, en démontrant combien les États démocratiques de droit sont encore fragiles.

Diverses études² continuent d'alimenter l'hypothèse selon laquelle en Amérique centrale, et probablement dans la majorité des pays latino-américains, les régimes hybrides prévalent, c'est-à-dire des institutions propres aux systèmes démocratiques juxtaposées à une poignée de pratiques d'exercice du pouvoir propres à l'autoritarisme. Le cas récent du Honduras ainsi que les problèmes évidents au Nicaragua sur des aspects tels que le rapport entre l'autonomie des différents pouvoirs et les restrictions à quelques droits et libertés fondamentales, peuvent étayer l'hypothèse d'hybridation de nos régimes démocratiques.

Bien que certains aspects clés comme la remise au pouvoir au Honduras du dirigeant destitué Manuel Zelaya n'aient pas été résolus, le nouveau gouvernement de Porfirio Lobo tente de relever le défi de regagner la confiance et la gouvernance de son pays et d'obtenir la reconnaissance de la communauté internationale. Celle-ci a rejeté le coup d'État, n'a pas reconnu le gouvernement *de facto* et, pour la célébration du premier anniversaire du putsch, seulement 22 pays dans le monde avaient reconnu le nouveau gouvernement de Porfirio Lobo. Il est certain que malgré l'opposition unanime, le gouvernement *de facto* de l'un des pays les plus dépendants des Amériques (en termes de relation assistance au développement/PIB) est parvenu à se maintenir au pouvoir jusqu'à la fin de la période constitutionnelle, ce qui révèle en quelque sorte l'inutilité des mécanismes multilatéraux actuellement disponibles pour protéger les peuples des faiblesses autoritaires de leurs leaders politiques, militaires et économiques.

Une explication possible pour comprendre la viabilité du coup d'État au Honduras et la permanence du régime *de facto* pour le reste du calendrier institutionnel, concerne le degré d'implantation des valeurs démocratiques dans la culture politique latino-américaine. Le rapport de 2009 du Latinobarómetro a consacré un chapitre à l'analyse des opinions sur cette question et d'autres liées au parcours de nos régimes démocratiques, avec des résultats préoccupants. Cette étude pose trois questions de base qui sont

² Voir en exemples les travaux de Terry Lynn Karl (The Hybrid Regimes of Central America) et Thomas Carothers (The End of the Transition Paradigm) cités par Rojas Bolaños et Rosales Valladares dans « Democracia Electoral y Partidos Políticos en Centroamérica. Heterogeneidad y trayectorias inciertas ». Dans Revista Sistema 208 - 209. Madrid, Espagne. Janvier 2009. Pages 193 – 209.

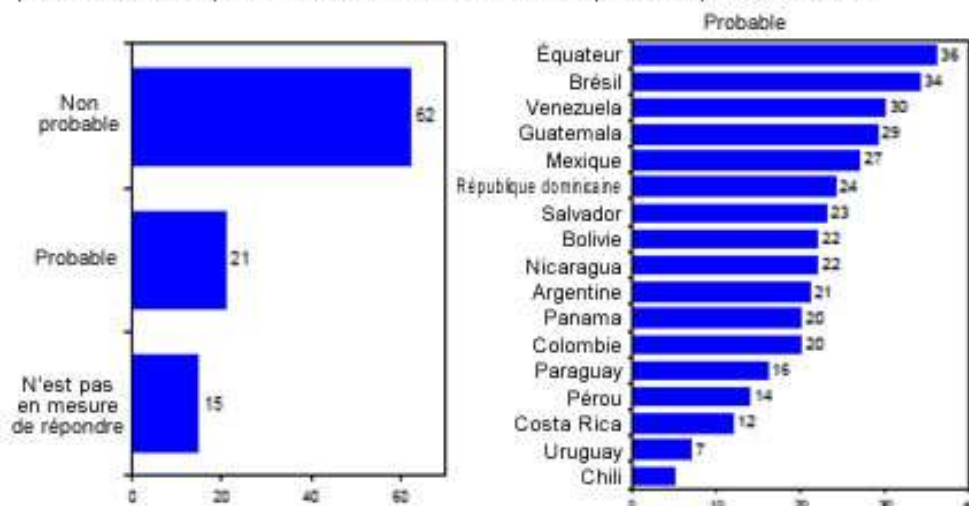
intéressantes à relever : 1. Quelle est la probabilité d'un coup d'État dans votre pays ? ; 2. Soutiendriez-vous un gouvernement militaire ?, et 3. Dans les situations difficiles, convient-il de passer au-dessus des lois ?

Pour la première question, les résultats sont très positifs, car il y a généralement une perception et même l'assurance que les circonstances actuelles dans les pays rendent peu probable la possibilité d'un coup d'État. En moyenne, 62 % affirment que c'est peu probable, contre 21 % qui pensent le contraire. Mais il s'agit-là du verre à moitié plein, car dans des pays comme l'Équateur (36 %), le Brésil (34 %), le Venezuela (30 %) et le Guatemala (29 %) la probabilité de coup d'État n'est pas basse pour une bonne partie de la population (Latinobarómetro, 2009). Il ressort de ces réponses une peur évidente d'un retour au type autoritaire ou non-démocratique.

Graphique 2. Probabilité de coup d'État, par pays en Amérique latine, 2009

QUELLE EST LA PROBABILITÉ QU'IL Y AIT UN COUP D'ÉTAT EN (PAYS) TOTAL AMÉRIQUE LATINE

*Quelle est la probabilité selon vous qu'il y ait un coup d'État en (pays) ou vous n'êtes pas en mesure de répondre *Dans ce cas seulement « Très probable » plus « Probable »*

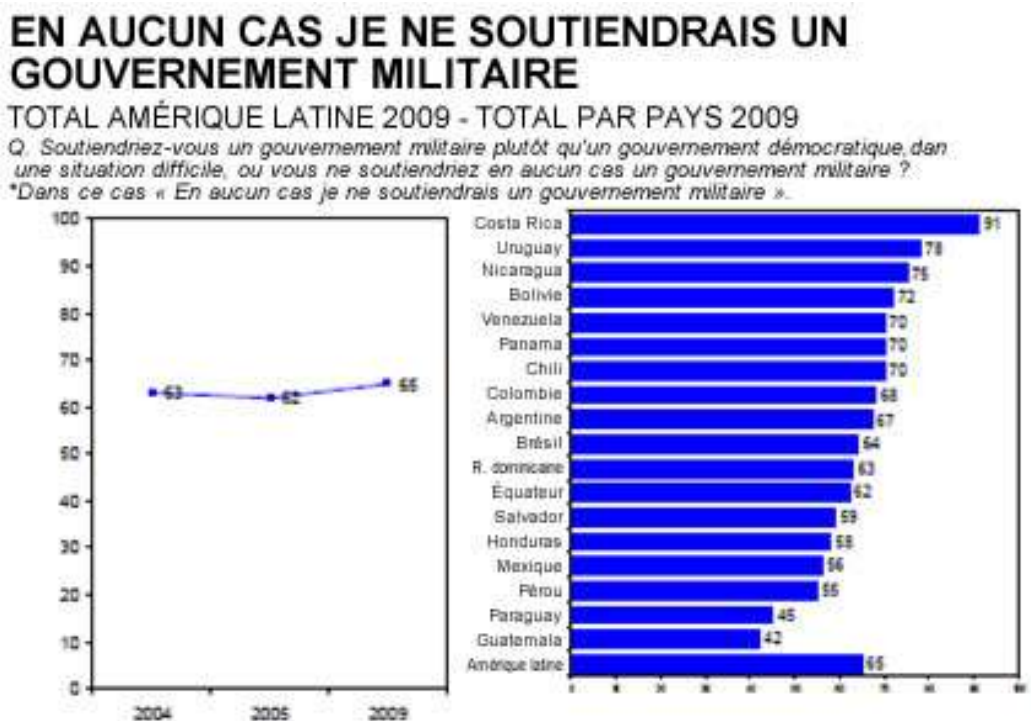


Source : Latinobarómetro 2009.

Concernant le soutien des gouvernements militaires, le rapport Latinobarómetro (2009) signale que 65 % indiquent qu'en aucun cas ils soutiendraient un gouvernement militaire. En début de liste apparaît le Costa Rica avec 91 %, un résultat supérieur à la moyenne régionale et qui peut s'expliquer par l'absence d'armée dans ce pays, suivi de l'Uruguay avec 75 % et le Nicaragua avec 74 %. D'autre part, les pays avec un pourcentage inférieur à cette question sont le Paraguay avec 45 % et le Guatemala avec 42 %. La bonne nouvelle

c'est aussi que ce soutien a évolué positivement ; lors de l'étude, la moyenne régionale était de 63 % en 2004, légèrement en-dessous de 62 % en 2005, mais elle était montée à 65 % en 2009. Le revers de la médaille est préoccupant : 35 % soutiendraient, dans certains cas, un gouvernement militaire. Ceci est complété par la faible importance que revêt l'« État de droit » au moins pour un tiers de la population d'Amérique latine (Latinobarómetro, 2009).

Graphique 3. Soutien d'un gouvernement militaire en Amérique latine, 2009



Source : Latinobarómetro 2009.

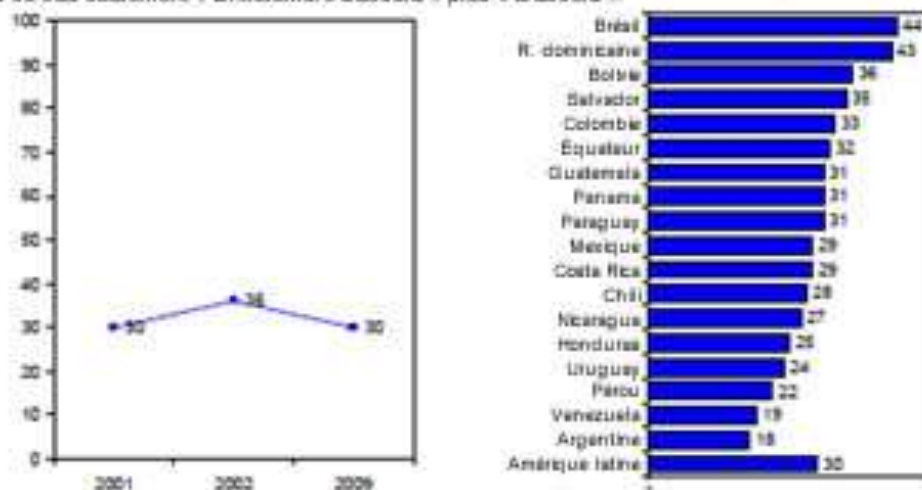
À l'énoncé polémique « dans une situation difficile, il convient de passer au-dessus des lois », 30 % en moyenne des Latino-américains indiquent être entièrement d'accord ou d'accord avec cette affirmation. Les cas du Brésil 44 %, de la République dominicaine 43 % et de la Bolivie et du Salvador avec respectivement 36 % et 35 %, constituent le groupe de pays qui a le plus accepté le fait qu'en certaines circonstances, il soit nécessaire de ne pas respecter les lois (Latinobarómetro, 2009). En analysant ces données et en les comparant à d'autres mesures plus anciennes, on remarque qu'il existe une baisse par rapport à 2002, la moyenne latino-américaine passant de 36 % à 30 %.

Graphique 4. Perception du fait que le gouvernement passe au-dessus des lois, du Parlement et/ou des institutions pour résoudre les problèmes, 2009

DANS LES SITUATIONS DIFFICILES, IL CONVIENT DE PASSER AU-DESSUS DES LOIS.

TOTAL AMÉRIQUE LATINE 2001-2009 – TOTAL PAR PAYS 2009

Q. Êtes-vous Entièrement d'accord, D'accord, En désaccord ou Entièrement en désaccord avec les affirmations suivantes ? Dans les situations difficiles en (pays), il convient que le gouvernement passe au-dessus des lois, du Parlement et/ou des institutions afin de résoudre les problèmes. Dans ce cas seulement « Entièrement d'accord » plus « D'accord ».



Source : Latinobarómetro 2009.

Les données présentées suggèrent diverses interprétations. La première est qu'en moyenne un tiers de la population exprime encore des attitudes autoritaires, à caractère antidémocratique évident (une espèce de nostalgie pour les militaires) et une dépréciation du principe de légalité. La seconde est que la situation est très préoccupante dans certains pays et moins dans d'autres. Cela permet de souligner l'importance de la démarche préventive et sélective effectuée lors des actions internationales et multilatérales de soutien de la démocratie dans la région. D'autre part, il ne faut pas oublier que la référence directe à la crise du Honduras suppose d'interroger la population sur des possibilités réelles et des faits concrets et non sur des spéculations, ce qui aggrave peut-être l'interprétation des résultats.

Un facteur supplémentaire doit être pris en compte. La crise du Honduras n'est pas lue, interprétée ni valorisée depuis une position démocratique univoque et hégémonique, mais plutôt depuis un antagonisme idéologique gauche droite exprimant l'affinité avec le projet bolivarien, ou plus particulièrement avec le Président Hugo Chavez, ou son rejet. Dans les débats électoraux et politiques d'Amérique latine, les références à Chavez et à ses alliances internationales occupent la place qu'occupaient auparavant Fidel Castro et

Cuba. C'est en quelque sorte une réédition des menaces de la Guerre froide. De plus, le Président Chavez se pose en acteur direct des processus nationaux dans les pays alliés. Finalement, des processus politiques de même nature, comme la dénommée « Quatrième urne » du Président Zelaya qui précipita le coup d'État ou l'« État d'opinion » du Président Uribe en faveur de sa réélection, sont interprétés différemment selon leur positionnement par rapport au projet bolivarien.

2.3 Crise économique, pauvreté et inégalités

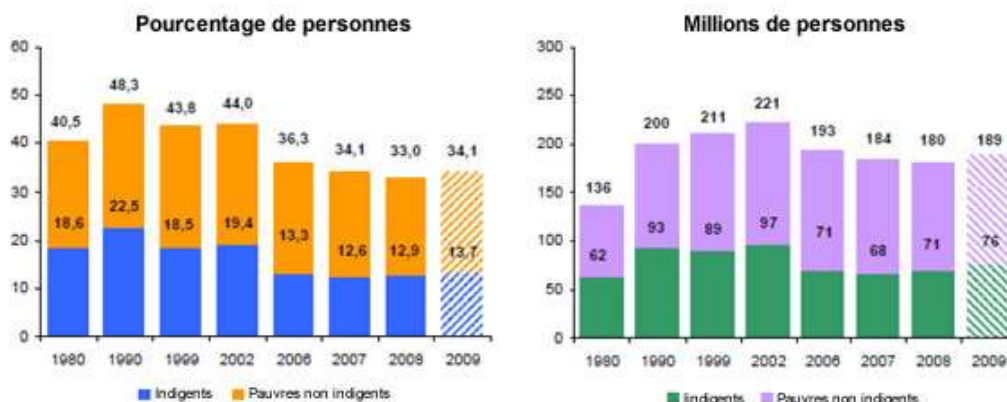
Au vu des événements de ces deux dernières années, on peut dire que les démocraties et les économies latino-américaines se sont plutôt bien sorties de la crise économique internationale. La raison est que nos problèmes sont antérieurs à la crise et donc nos démocraties y survivent. En outre, la crise a eu un impact moindre car ses effets ont surtout été transmis par les réseaux formels de l'économie, or les nôtres sont encore informels.

Dans tous les cas, avec l'ère démocratique, les progrès, bien que limités, sont visibles dans la qualité de vie de la population de la région. Selon les données présentées par la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL, 2010a), la situation de pauvreté dans la région a maintenu sa tendance à la baisse depuis 1980. Entre les années 2002 et 2006, elle est parvenue à baisser jusqu'à 7,7 pour cent, mais ces dernières années, bien que cette tendance ne se soit pas inversée, on note une nette décélération du rythme, la baisse n'enregistrant que 1 % entre 2007 et 2008. En termes absolus pour l'année 2008, près de 180 millions de personnes (33 % de la population totale) dans la région vivent dans des conditions de pauvreté, dont 71 millions (13 %) dans une situation d'indigence³ (CEPAL, 2010a).

Bien que ces données puissent être interprétées de façon optimiste, il est certain que les gouvernements continuent d'affronter le grand défi de tenir leurs promesses de campagne grâce auxquelles ils ont accédé au pouvoir, et aussi de générer des politiques intégrales permettant une croissance économique équitable.

³ « La CEPAL prévoit qu'entre 2008 et 2009, les personnes en situation de pauvreté passeront de 33 % à 34,1 % (augmentation de 1,1 pour cent) et les personnes en situation d'indigence passeront de 12,9 % à 13,7 % (soit une augmentation de 0,8 pour cent) » (CEPAL, 2009).

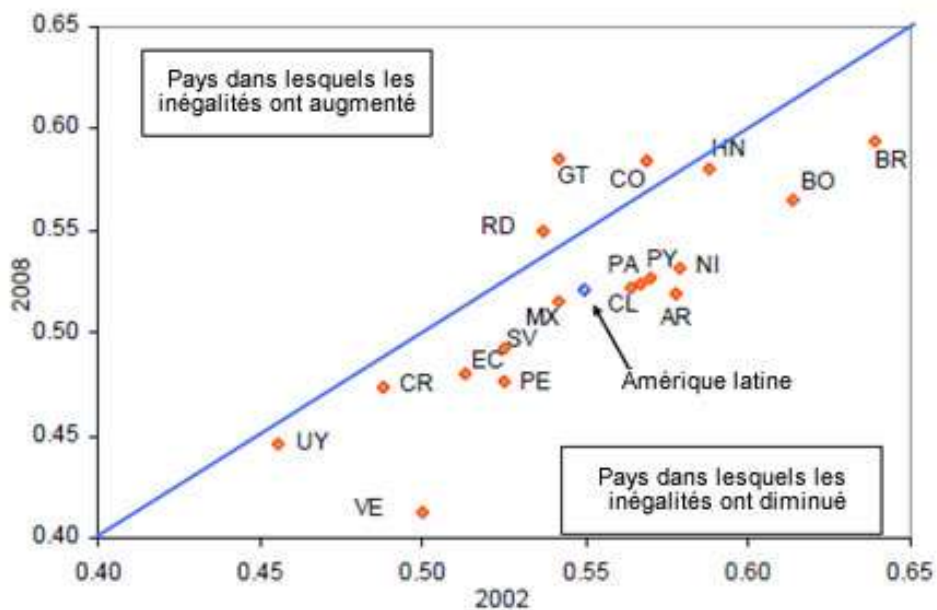
Graphique 5. Amérique latine : évolution de la pauvreté et de l'indigence, 1980-2009



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). 2010a.

Concernant le thème des inégalités dans la région, selon certaines données du rapport régional sur le développement humain pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PNUD, 2010), le coefficient de Gini de la répartition des revenus dans la région est passé de 48,4 en 1970 à 52,2 en 1990 et 50,5 en 2000. De même, le rapport La démocratie citoyenne (OEA-PNUD, 2009) signale que le coefficient moyen de Gini pour l'Amérique latine, pour la période 2005-2007, est de 52,8.

Graphique 6. Coefficient de Gini, autour de 2002 et 2008



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). 2009.

Dans une analyse réalisée par sous-régions, « les inégalités montrent une diminution constante en Amérique centrale, tandis qu'elles ont augmenté dans le Cône Sud et la région andine dans les années quatre-vingt-dix, et ce n'est qu'à la moitié de la décennie suivante qu'elles ont diminué de façon importante. Cependant, les degrés d'inégalités dans les pays de la région sont encore très élevés : Bolivie, Haïti et Brésil, par exemple, enregistrent un coefficient supérieur à 5,5 » (PNUD, 2010 : p 37).

Le rapport signale que « les inégalités sont non seulement élevées, mais aussi très persistantes, bien que de grands progrès aient été récemment réalisés en matière d'acquis sociaux, lesquels se répercutent sur l'évolution de l'Indice de développement humain (IDH) » (PNUD, 2010 : p 25).

Comme le relèvent les récents rapports de la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Amérique latine reste la région du monde la plus touchée par les inégalités. Selon le PNUD (2010), 10 des 15 pays les plus touchés au monde se trouvent dans notre région, tandis que « le coefficient de Gini des revenus dans la région est de 65 pour cent plus élevé que celui des pays à revenus élevés, 36 pour cent plus élevé que celui des pays de l'Est asiatique et 18 pour cent plus élevé que celui de l'Afrique subsaharienne » (PNUD, 2010 : p 37). Et pire encore, la persistance des inégalités, accompagnée d'une faible mobilité sociale, a précipité la région dans le « piège des inégalités », en vertu duquel ces inégalités se transmettent de génération en génération.

2.4 Insécurité citoyenne

Outre la pauvreté et les inégalités, la hausse de l'insécurité est l'un des thèmes les plus préoccupants et pressant pour les preneurs de décisions et les citoyens en général. La hausse de la délinquance : agressions, homicides, enlèvements, vols de voitures, ajoutée à l'existence des « Maras » et bandes de jeunes, le trafic de drogue, le trafic d'armes, confirment empiriquement les estimations et perceptions des citoyens. À titre d'exemple et de comparaison, selon le Latinobarómetro de 2007, la délinquance est perçue comme un problème aussi important voire plus que le chômage.

En moyenne pour l'Amérique latine, la préoccupation pour la délinquance (17 %) est inférieure d'à peine 1 % à celle pour le chômage (18 %), pourtant, dans des pays comme le Venezuela, les données sont accablantes puisque 46 % considèrent que la délinquance est l'un des principaux problèmes de leur pays contre à peine 8 % pour le chômage (Latinobarómetro, 2007). La sensation a cédé la place à une réalité crue, « l'évolution du

taux de criminalité en Amérique latine est alarmante, en 1980, la moyenne d'homicides pour 100 000 habitants était de 12,5 par an. En 2006, elle était de 25,1, ce qui signifie que la criminalité a été multipliée par deux dans le dernier quart de siècle (...). Les pays à la criminalité la plus aiguë sont le Salvador (cinq fois l'épidémique), la Colombie (4,7 fois), le Venezuela (4,25 fois) et le Brésil (3,8 fois). Comparativement, le taux d'homicides en Amérique latine est 17 fois celui du Canada (1,5) et 20 fois celui des pays nordiques (1,1 ou 1,2) » (Kliksberg, 2008).

Graphique 7. Perception du problème le plus important du pays, Amérique latine, 2007



Source : Latinobarómetro 2007.

Le rapport La démocratie citoyenne (2009) signale que 27 % des homicides intentionnels perpétrés dans le monde ont lieu en Amérique latine, alors que la région compte une population totale d'à peine 8,5 % de la population globale. Ainsi, la proportion des foyers dans lesquels une personne a été victime d'un quelconque délit, dans la dernière année, est supérieure à 25 % dans presque tous les pays latino-américains, et les chiffres dépassent dans certains cas la moitié des foyers (OEA-PNUD, 2009).

À la grave situation dans la région viennent s'ajouter les formes ou manifestations de la violence. Des données de la United States Agency for International Development (USAID) indiquent qu'entre 50 000 et 350 000 personnes font partie de bandes de jeunes (« Maras ») au Mexique et dans le nord de l'Amérique centrale (USAID cité par OEA-PNUD,

2009). Ces bandes conditionnent les niveaux de violence vécus dans la région (rivalités territoriales et paiements d'impôts ou de loyers par extorsion), ainsi que le travail de soutien du crime organisé.

Les niveaux d'insécurité et leurs implications politiques, sociales et économiques ne peuvent être analysés sans faire référence à la percée du crime organisé et, notamment, du trafic de drogue. Signalons à cet effet que « la région reste le principal producteur de marijuana et de cocaïne au monde et élargit de façon significative sa participation à la production de drogues opiacées et synthétiques » (Commission latino-américaine sur les drogues et la démocratie citée par OEA-PNUD, 2009 : p 83). De plus, les pays latino-américains sont des lieux de passage et de stockage, des points d'accès au marché nord-américain et des espaces pour la légitimation de capitaux illicites.

Sur ces territoires caractérisés par ses quartiers pauvres et ses populations en situation d'exclusion sociale, le manque de présence de l'État est extrême (OEA-PNUD, 2009). Avec peu, ou pas, de présence de l'État, ils sont la scène d'une délinquance accrue présentant de hauts degrés d'insécurité.

En termes de processus et de systèmes démocratiques des pays, les niveaux de délinquance et de criminalité pourraient occasionner ou favoriser trois scénarios possibles : conduire à la justification d'un coup d'État, révéler des niveaux d'autonomie des forces de sécurité, contribuer à l'affaiblissement de l'État et de la légalité. Comme l'affirme l'Organisation des États américains, « l'insécurité citoyenne n'est pas seulement l'une des menaces centrales pour la cohabitation civilisée et pacifique, elle est aussi un défi pour la consolidation de la démocratie et de l'État de droit » (OEA cité par OEA-PNUD, 2009 : p 85).

2.4 Un soutien à la démocratie stable, une représentation politique en crise

Dans ce contexte latino-américain caractérisé par les inégalités, la pauvreté (malgré les progrès), l'insécurité et un récent coup d'État, il convient de se demander : Les régimes démocratiques exercent-ils un « bon gouvernement » ? Les citoyens considèrent-ils que la démocratie est une bonne option ? La réponse à la deuxième question -même positive- peut être surprenante pour beaucoup. En moyenne, 59 % des Latino-américains considèrent que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement et 79 % indiquent que la démocratie peut rencontrer des problèmes mais qu'elle reste la meilleure forme de gouvernement. Dans le premier cas, le Venezuela (85 %), l'Uruguay (81 %), le Costa Rica (74 %) et la Bolivie (71 %) sont les pays qui soutiennent le plus les

systèmes démocratiques. Parmi les pays qui reconnaissent que la démocratie rencontre des problèmes mais qu'elle reste la meilleure solution, on retrouve le Venezuela en tête de liste avec 90 %, à égalité avec l'Uruguay, suivis de la République dominicaine avec 83 % et du Salvador avec 82 % (Latinobarómetro, 2009).

Graphique 8. Soutien de la démocratie, par pays, 2009



Source : Latinobarómetro 2009.

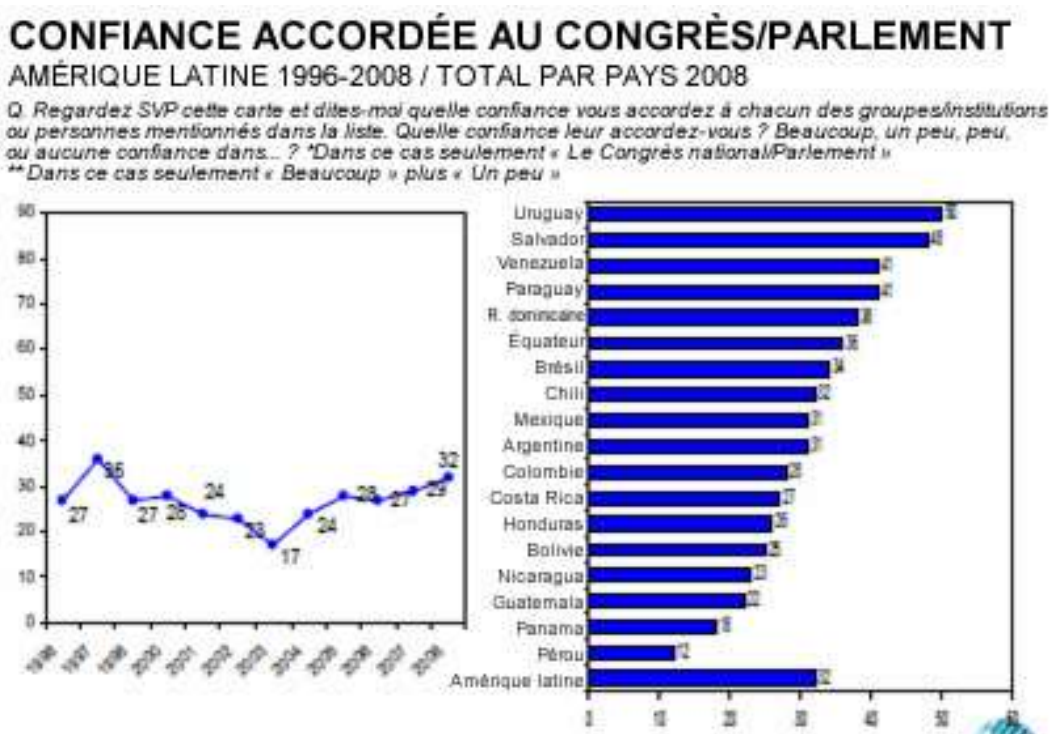
Les progrès en matière de démocratisation sont majoritaires dans une perspective formelle ou légale. L'établissement et l'intensification du cadre juridique et institutionnel a permis que pendant plus de trente ans, les citoyens aient de plus larges et meilleures garanties pour l'exercice de leurs droits, de plus grandes possibilités de choix de leurs dirigeants par voie d'élections plus libres, régulières, transparentes et auxquelles participent divers partis politiques.

Il y a également deux variables qu'il est impossible de ne pas mentionner dans l'analyse des processus de démocratisation et de gouvernance en Amérique latine : les systèmes de partis politiques et la représentation politique.

Le diagnostic généralisé de « crise » des partis devrait être un point de départ et non d'arrivée pour la consolidation et surtout si l'on pense avancer vers une amélioration de la qualité de la démocratie.

Les citoyens de la région se déclarent sceptiques, méfiants et insatisfaits des partis politiques, ainsi que des pouvoirs législatifs qui sont des théâtres institutionnels prioritaires où sont quotidiennement évalués les agissements et les interactions des diverses forces des partis. Même en cas de conjonctures à haute exposition publique comme le sont les périodes électorales, les partis politiques gardent un bas niveau de confiance, comme on peut le constater dans les données du Latinobarómetro (2008).

Graphique 9. Confiance accordée au Congrès/Parlement, Amérique latine, 1996-2008



Source : Latinobarómetro 2008.

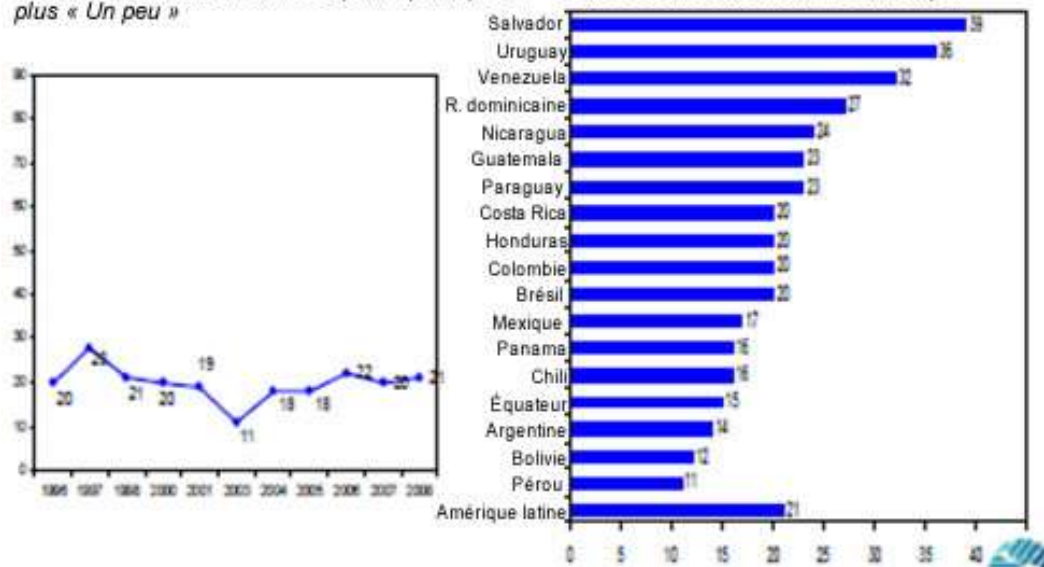
Graphique 10. Confiance accordée aux partis politiques, Amérique latine, 1996-2008

CONFIANCE ACCORDÉE AUX PARTIS POLITIQUES

AMÉRIQUE LATINE 1996-2008 / TOTAL PAR PAYS 2008

Q. Regardez SVP cette carte et dites-moi quelle confiance vous accordez à chacun des groupes/institutions ou personnes mentionnés dans la liste. Quelle confiance leur accordez-vous ? Beaucoup, un peu, peu, ou aucune confiance dans... ?

*Dans ce cas seulement « Les partis politiques » ** Dans ce cas seulement « Beaucoup » plus « Un peu »



Source : Latinobarómetro 2008.

Malgré le manque de confiance et de crédibilité, l'opinion des citoyens est positive vis-à-vis de la nécessité des partis politiques et des Congrès pour l'existence et le fonctionnement de la démocratie comme forme de gouvernement. Cette perception doit être prise en compte par les partis comme une opportunité en vue de leur modernisation, évolution ou amélioration.

Graphique 11. Vers la démocratie, avec ou sans partis politiques, Amérique latine, 1997-2008



Source : Latinobarómetro 2008.

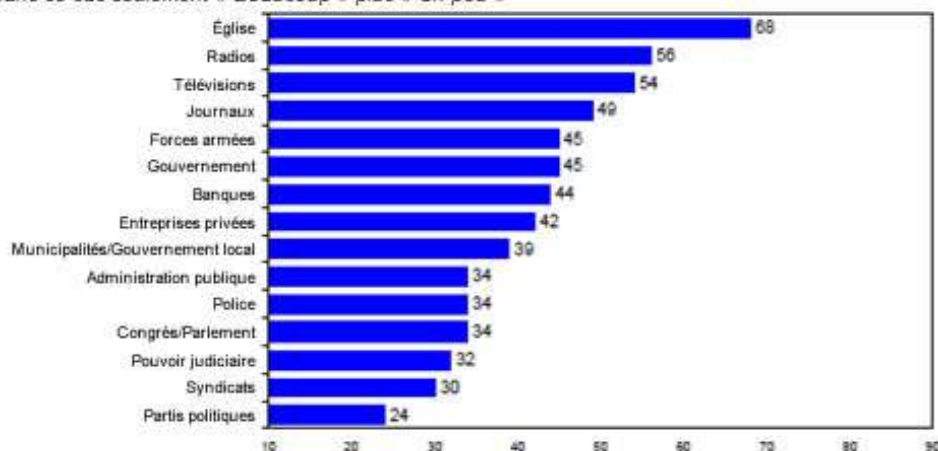
La mesure de la confiance accordée aux institutions « n'a pas substantiellement changé dans la région. Les degrés de confiance accordés restent dans un ordre notablement stable au vu des grands changements survenus dans d'autres domaines et dont ont souffert ces pays » (Latinobarómetro, 2009). L'analyse situe l'église en première position de confiance accordée par les citoyens (68 %), suivie des médias (56-49 %) et en dernières positions les syndicats (30 %) et les partis politiques (24 %), pour lesquels la confiance s'est réduite à mesure que les années ont passé (Latinobarómetro, 2009).

Graphique 12. La confiance dans les institutions, Amérique latine, 2009

CONFIANCE DANS...

TOTAL AMÉRIQUE LATINE 2009

Q. Regardez SVP cette carte et dites-moi quelle confiance vous accordez à chacun des groupes, institutions ou personnes mentionnés dans la liste ? Beaucoup, Un peu, Peu ou Aucune.
*Dans ce cas seulement « Beaucoup » plus « Un peu »
Q2. Regardez SVP cette carte et dites-moi quelle confiance vous accordez à chacun des groupes, institutions ou personnes mentionnés dans la liste ? Beaucoup, Un peu, Peu, ou Aucune confiance dans... ? *Dans ce cas seulement « Le Congrès national/Parlement »
**Dans ce cas seulement « Beaucoup » plus « Un peu »



Source : Latinobarómetro 2009.

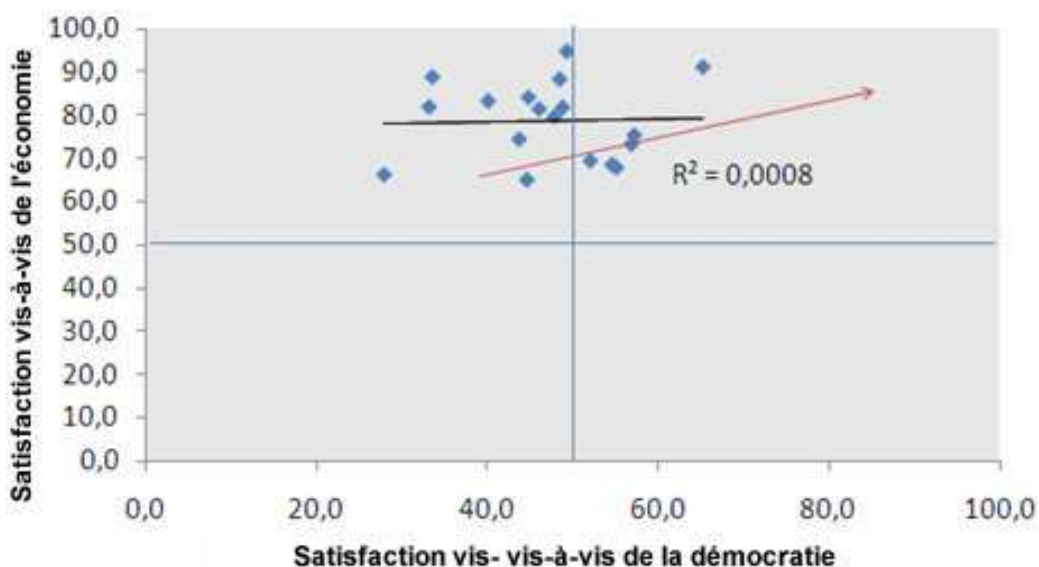
Dans la majorité des cas latino-américains, le devenir hétérogène et imprévisible des systèmes de partis est un véritable défi pour l'analyse comparée. Mais dans nos pays, faciliter les processus de gouvernance est un défi encore plus grand. Parvenir à des systèmes de partis plus représentatifs et fonctionnels pour la gouvernance, demande de profondes transformations à l'intérieur même des partis, afin qu'ils soient plus institutionnalisés, démocratiques et transparents.

Hormis des partis peu fiables pour les citoyens, fragmentés, montrant des signes de dysfonctionnement dans les parlements et gouvernements locaux, la représentation politique en Amérique latine doit relever des défis issus de sa propre histoire, comme par exemple la persistance du clientélisme, le caciquisme et plus généralement la croissante hyper personnalisation de la politique. Ces facteurs tendent à affaiblir les partis, qui sont déjà en compétition -et pas toujours à la loyale- avec d'autres groupes de pression et d'intérêts ou, dans le pire des cas, avec les dénommés pouvoirs factices.

À partir des données présentées par le Latinobarómetro 2008 et 2009 relatives au soutien de la démocratie et à la confiance dans les différentes institutions du système, on émet l'hypothèse suivante : et si la crise de gouvernance et les hauts niveaux de pauvreté, d'inégalité et d'insécurité se transformaient en crise de légitimité de la démocratie et des

principales institutions ? Les données du graphique 13 indiquent qu'en général, la satisfaction vis-à-vis de la démocratie est inférieure à la satisfaction vis-à-vis de l'économie. Toujours est-il que quand l'économie va bien, il semblerait qu'on n'en accorde pas les mérites à la démocratie, mais quand l'économie va mal, il est probable que l'image de la démocratie en pâtisse. Cet aspect doit être analysé dans les prochaines années à la lumière des effets de la crise internationale dans certains pays de la région.

Graphique 13. Relation entre satisfaction vis-à-vis de l'économie et satisfaction vis-à-vis de la démocratie

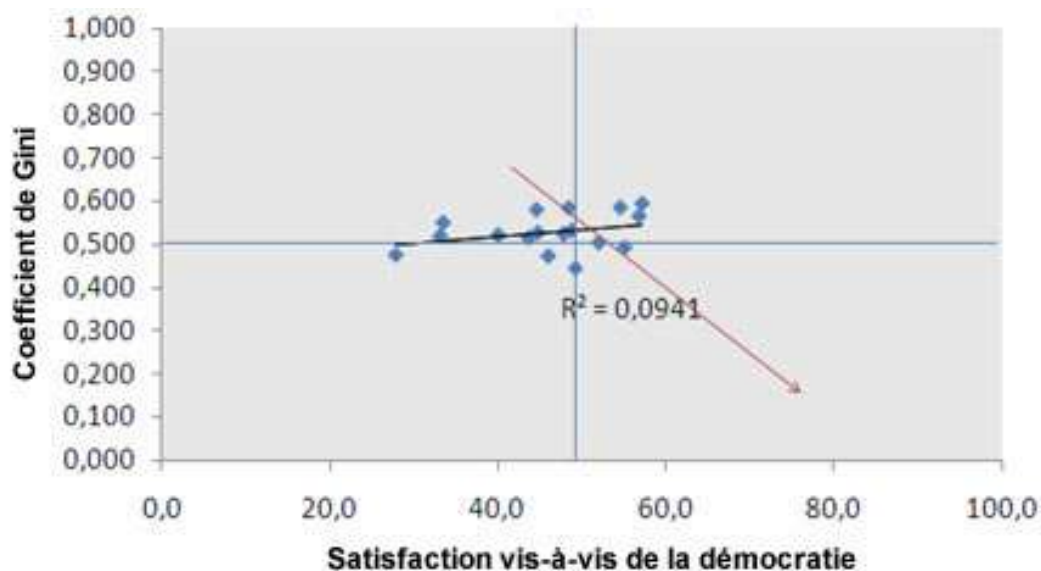


Source : élaboration propre à partir des données du Latinobarómetro, 2008.

En termes de relation entre la satisfaction vis-à-vis de l'économie du pays et vis-à-vis de la démocratie, s'il n'existe pas de relation entre ces deux variables, la majorité des pays latino-américains se situe néanmoins dans les cadres satisfaction économique haute et satisfaction politique faible ou moyenne. Un tiers des pays se retrouve dans le scénario de haute et moyenne satisfaction vis-à-vis de la démocratie, ce qui dans ce cas la rend légitime.

Si l'on compare les données d'inégalité, grâce au coefficient de Gini, et celles de satisfaction vis-à-vis de la démocratie, on observe que la relation n'est pas convaincante, nonobstant les cas de grande inégalité et haute satisfaction vis-à-vis de la démocratie.

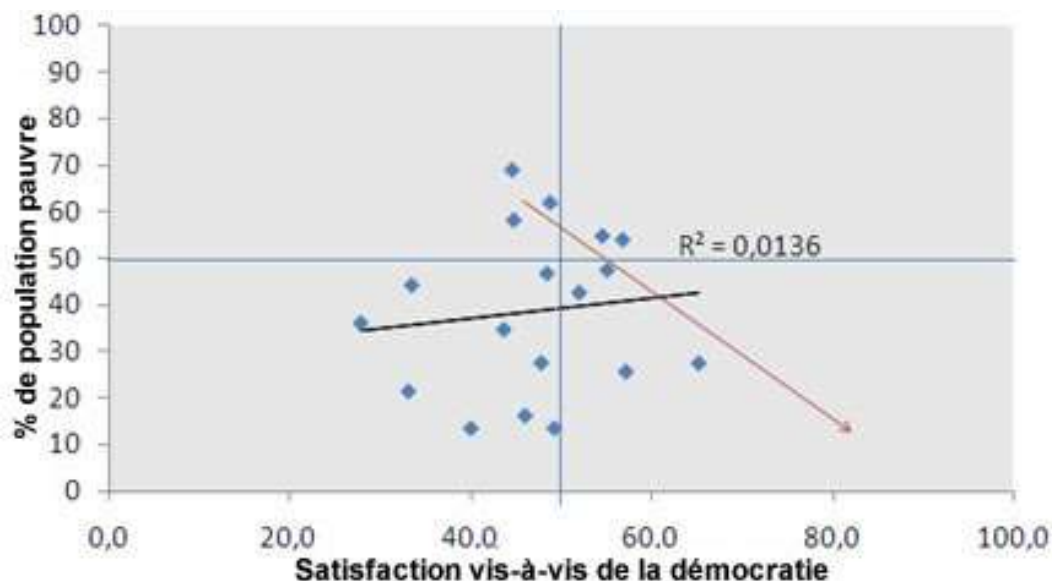
Graphique 14. Relation entre coefficient de Gini et satisfaction vis-à-vis de la démocratie



Source : élaboration propre à partir des données du Latinobarómetro, 2008 et CEPALSTAT (circa 2008).

On ne trouve pas de corrélation dans la relation entre pauvreté et satisfaction vis-à-vis de la démocratie, même si les pays se répartissent dans les quatre cadres (Graphique 15). Néanmoins, les cadres supérieurs présentent des anomalies, avec des cas de haut pourcentage de population pauvre et une satisfaction moyenne et haute vis-à-vis de la démocratie.

Graphique 15. Relation entre pourcentage de population pauvre et satisfaction vis-à-vis de la démocratie



Fuente : élaboration propre à partir des données du Latinobarómetro, 2008 et CEPALSTAT (circa 2008).

En termes généraux, les chiffres ne viennent pas étayer la thèse selon laquelle la perception de la situation économique, de la pauvreté ou des inégalités puisse avoir un effet de dévalorisation de l'exercice de la démocratie. Mais il est certain que les cases énonçant les améliorations sociétales (grande satisfaction politique et grande satisfaction économique, faibles inégalités et faible pauvreté) sont toutes restées plus ou moins vides. Le défi de la gouvernance démocratique durable (représentée par la flèche rouge des graphiques 13, 14 et 15) reflète la nécessité d'avoir de bas indices de pauvreté et d'inégalités pour générer des processus de soutien et/ou de satisfaction vis-à-vis du système démocratique.

2.5 Financement des campagnes électorales

Un autre aspect central de l'analyse de la vie démocratique des pays d'Amérique latine et des processus électoraux en particulier, est le financement des campagnes électorales et les moyens disponibles pour les partis politiques et leurs candidats.

Ces moyens jouent un rôle central dans la course aux élections, en marquant de grandes différences entre les divers candidats aux postes d'élection populaire. À ce sujet, Casas et Zovatto, dans un document pour le rapport sur la démocratie citoyenne (OEA-PNUD, 2009), signalent que « s'il est idiot d'affirmer que les moyens économiques des candidats et des partis peuvent à eux seuls déterminer les résultats électoraux, ils peuvent néanmoins être une barrière conséquente pour la participation au processus électoral de certains groupes. Le coût croissant des élections n'est pas en soi un signe de pathologie démocratique, la mauvaise répartition des ressources économiques entre les candidats en est un » (OEA-PNUD, 2009 : p 41).

En plus des espaces traditionnels d'interaction entre les candidats et les votants, le budget de financement des campagnes électorales doit également répondre aux coûts associés à une plus grande complexité opérationnelle desdites campagnes (marketing, publicité et nouvelles technologies de communication). Il faut donc ajouter au financement de l'État un financement privé susceptible de « générer pour les acteurs politiques des conflits d'intérêts, d'influencer des prises de décision pour leur propre bénéfice ou même de garantir l'impunité d'activités en marge de la loi (...) » (OEA-PNUD, 2009 : p 41).

Face à un tel scénario, les politiques de régulation du financement des campagnes électorales essaient de garantir une réelle concurrence électorale à l'aide de quatre leviers : les sources de financement, les mécanismes d'assignation des subsides de l'État, les dépenses électorales, la transparence financière et le régime des sanctions (OEA-

PNUD, 2009). Casas et Zovatto signalent qu'« en la matière, la régulation implique des choix complexes normatifs et pratiques, (...) (qui) sont chargés d'éléments de valorisation qui restreignent le nombre de solutions acceptables dans un contexte politique déterminé » (OEA-PNUD, 2009 : p 42).

Il est nécessaire de renforcer les mécanismes de contrôle et autres garanties afin d'éviter les inégalités et les abus excessifs. Il ne s'agit pas de stigmatiser l'argent et les contributions aux campagnes, mais de garantir le bon fonctionnement de mécanismes démocratiques afin de mieux contrôler l'usage des financements publics et de réduire l'influence des financements privés.

Le thème du financement de la politique en Amérique latine doit être l'un des principaux points du programme démocratique de la région. L'inégalité en matière de concurrence et le traitement prioritaire des demandes effectuées par les groupes finançant les campagnes électorales, sont la conséquence directe du manque de régulation en la matière et dénoncent la nécessité de réaliser des réformes des systèmes de financement.

3. Trente ans le souffle coupé

Bien des années après, le défi de la création d'une démocratie citoyenne, lancé à l'Amérique latine par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), est toujours d'actualité et peut-être plus que jamais. Nous avons revu le devenir du processus démocratique et la possibilité d'un bon gouvernement à partir de la métaphore de l'équilibriste qui cherche à se maintenir en équilibre et à avancer alors que d'autres agitent la corde. Les uns comme sédiments du passé qui résistent, les autres tels des défis à la déconfiture extraordinairement puissants. Nous pourrions dire, si nous étions des observateurs externes de cette période, que nous avons suivi les événements de ces trente dernières années le souffle coupé, dans l'expectative, et très certainement apeurés face à la possibilité, aujourd'hui confirmée, d'une chute dans le vide autoritaire.

Les dirigeants sont arrivés au pouvoir avec le défi de concevoir et de mettre en œuvre de façon adéquate des politiques et stratégies qui, d'une part, puissent promouvoir la croissance économique et maintenir en activité leur économie et, d'autre part, soient capables de sortir de la pauvreté et de l'indigence plus de 180 millions de personnes. La discipline macro-économique apprise tant bien que mal dans les années quatre-vingt, nous a été d'une grande utilité face à la crise internationale de la première décennie du XXI^e siècle et, tant que la crise internationale du prix des aliments ne recule pas, le contrôle de l'inflation nous permet de réduire les niveaux de pauvreté. Nonobstant la

croissance économique qui continue d'être déficitaire en création d'emplois décents, comme le dénonce année après année le rapport régional de l'Organisation internationale du travail. Les gouvernements, quant à eux, ont compris que l'orientation minimaliste des politiques sociales focalisées des années quatre-vingt n'allait pas permettre de progresser contre l'indigence, à l'inverse des politiques quasi-universelles de transferts d'argent qui associent satisfaction des besoins financiers et accès à l'éducation et la santé. Les réussites en ce sens ne sont pas mineures et sont dues à la convergence de dynamiques positives entre politiques économiques stables et politiques sociales d'intégration. Il reste encore beaucoup de chemin à parcourir au vu de l'ampleur du problème, de la rigidité des ressources fiscales encore insuffisantes à cause d'un système fiscal régressif et des exigences citoyennes croissantes.

Les bases structurelles de la politique peuvent aller de pair avec le processus démocratique si les gouvernements assurent la stabilité macro-économique et l'amélioration des conditions de vie de la population. Certains pays progressent sur les deux terrains ; d'autres réussissent des améliorations sociales à partir de transferts publics comme dans le cas du Venezuela, dans des circonstances macro-économiques contrastées avec le reste de la région (inflation élevée et faible croissance). Et il y a ceux qui progressent peu, ni dans un sens ni dans l'autre, comme dans le cas des pays du nord de l'Amérique centrale. Mais la structure sociale n'est pas l'unique élément qui alimente le processus démocratique et sa force. La politique aussi est importante.

Nous avons vu que face aux vellétés autoritaires, les populations parient majoritairement sur la démocratie, tandis que persiste une réserve non négligeable d'opinion favorable aux voies autoritaires. Il ne s'agit pas là d'un risque mineur, car dans les mécanismes des forces qui produisent les conjonctures, ces minorités peuvent se transformer en de puissantes forces sociales, ce à quoi contribue également la faiblesse structurelle des partis politiques, les uns abattus par les crises du passé, les autres atrophiés par leurs défauts de constitution : les partis qui soutiennent certains des mandats présidentiels les plus attrayants de la région auraient bien du mal sans leur leader suprême.

Dans le débat politique de divers pays de la région, l'antagonisme dominant est issu de situations concrètes ou de conflits distributifs spécifiques ou en référence à une dispute systémique : le *statu quo* et l'alternative. Sans grandes médiations, il s'agit d'un scénario hostile à la gestion démocratique des affaires publiques : si le *statu quo* est intrinsèquement pervers, il n'y aura pas d'autre voie que celle de sa subversion en faveur d'une alternative qui se présente comme la solution intégrale des problèmes du

gouvernement. C'est un jeu qui ne rapporte rien aux options politiques, négatif pour la vie démocratique et les intérêts des citoyens.

D'où l'importance que revêt l'investissement public dans le renforcement de la culture civique et démocratique. Des partis politiques forts et hautement institutionnalisés se sont chargés dans le passé de former leurs cadres politiques et de mettre en place des capacités d'organisation politique depuis le niveau communautaire. Ces mécanismes ont été d'une grande aide lors des luttes sociales qui ont amené à la restauration ou l'installation de régimes démocratiques dans la région. Mais avec l'affaiblissement des partis on a également perdu un espace pour la formation de la culture démocratique. C'est la raison pour laquelle nous pouvons souligner l'effort des organismes électoraux d'Amérique centrale pour soutenir, grâce à des mécanismes institutionnels prévus à cet effet, le renforcement de la culture civique, en accompagnant des actions de formation citoyenne, en collaborant avec les ministères d'éducation et en faisant la promotion d'activités de formation à l'intérieur des partis. Il s'agit là d'innovations institutionnelles récentes qui, dans les prochaines années, pourront nous dire si la culture démocratique, comme les mathématiques, peut être enseignée de façon adéquate. Pour l'équilibriste qui se balance sur la corde tendue, les partis sont la perche qui aide à garder l'équilibre. Partis renforcés et citoyenneté active sont des outils essentiels pour emprunter en toute sécurité le chemin de la démocratie.

Mais il s'agit là d'un objectif collectif. Des forces chaque fois plus puissantes minent plus profondément les racines de la cohabitation sociale. La violence de la criminalité liée au trafic de drogue est une authentique menace pour la stabilité démocratique, la paix sociale et l'État de droit. Nous ne pourrions pas ici essayer d'analyser en profondeur les causes de l'expansion de l'influence perverse du trafic de drogue dans nos sociétés. Nous nous contenterons de quelques généralités : le vide dans la vie sociale est aussi improbable que dans la nature. Par conséquent, l'absence de l'État est la conséquence de l'insécurité actuelle et de ses ramifications sociales, politiques et économiques. Là où les institutions publiques ne se sont pas pleinement épanouies et développées de façon appropriée, là où elles ont été détournées par des pratiques non démocratiques, se développe un terreau fertile à l'expansion de la violence liée au trafic de drogue. Le problème est que la solution définitive se fera sur le long terme et à dose homéopathique, alors que les manifestations du problème sont actuelles et aiguës dans leurs implications.

À long terme, le remède contre la violence criminelle liée au trafic de drogue est simplement le développement. Dans la mesure où les habitants d'Amérique latine sont de plus en plus des citoyens à part entière (avec des droits politiques et civils qui s'appliquent

et se respectent et des droits sociaux étendus) on trouvera davantage de cohésion, c'est à dire de meilleurs bilans d'égalités et un plus grand sens de l'appartenance. Il n'existe ni raccourci, ni voie rapide. Mais entre temps, les bandes du crime organisé et leurs expressions institutionnelles se chargent de semer la violence et l'insécurité, ce qui mène à des réponses immédiates qui n'agissent que sur les conséquences et non sur les causes. La militarisation de la lutte contre le trafic de drogue n'a pas eu de bons résultats dans le bilan régional, parce que la paix gagnée sur un territoire n'est que l'expression de l'émergence de l'insécurité sur un autre. Ceci se produit dans les pays et entre les pays, car le trafic de drogue, après tout, n'est que le produit de la globalisation, il ne connaît pas de frontières et agit à l'échelle transnationale.

La traversée menant à la démocratie, par une corde qui se balance au-dessus des flammes voraces de l'autoritarisme et de la décomposition sociale, a-t-elle toujours un sens ? Indubitablement, et même si ce n'est que pour la confiance que les Latino-américaines et les Latino-américains lui accordent. Mais comment trouver de l'équilibre et un meilleur contexte pour aller de l'avant ?

En premier lieu, en ayant la conviction que la vie démocratique n'est pas de tout repos. Le défi de la société démocratique est simplement d'être capable de traiter les conflits sociaux, quelle que soit leur profondeur, avec une stricte observance de procédures démocratiques, simples dans leur complexité : constitution et majorité, comme le rappelle Carlos Strasser (Strasser, 2000).

Le projet de démocratisation des années quatre-vingt n'est pas un échec, mais il faut revoir certaines de ses affirmations : a) le rôle de la démocratie électorale ; b) son affiliation mercantiliste et c) la création d'une sorte de service social de bienfaisance pour s'occuper des exclus.

Ces dernières années ont montré que l'affirmation d'un système électoral est une condition nécessaire pour le développement démocratique, mais indubitablement insuffisante. Le mécanisme d'élection est aussi important que la gestion démocratique du gouvernement. Les dirigeants démocratiques ne peuvent aspirer, après avoir été légitimement élus, à gouverner sans la surveillance publique, par décret, sans débat législatif. Il est tout aussi important d'être élu démocratiquement que de gouverner démocratiquement. Par ailleurs, la crise économique internationale a enseigné au monde développé que laisser le marché livré à lui même est dangereux. En Amérique latine, historiquement, nous avons toujours accordé trop de confiance à la capacité distributive des marchés. La démocratie restera instable tant que les sociétés ne se pourvoiront pas en

États efficaces, ni grands, ni petits, mais simplement capables d'assurer les droits de l'homme dans leur perspective indivisible, irréversible et intégrale. Finalement, la démocratie durable dépend du degré de cohésion de la société. Des sociétés fragmentées, avec des majorités ou des minorités exclues par des pratiques politiques et économiques discriminatoires, n'offrent pas de terreau fertile à la cohabitation démocratique, bien au contraire. Pour l'Amérique latine, le défi le plus urgent du bicentenaire est de reconnaître que l'intégration sociale des exclus ne peut être réparée superficiellement, mais qu'au contraire, elle doit être réalisée par l'effort collectif de gouvernements capables, d'entreprises responsables et de citoyens engagés vis-à-vis des droits des autres.

4. Vers un programme minimum pour la gouvernance démocratique

En Amérique latine, la consolidation de la démocratie comme forme de gouvernement et de société requiert non seulement l'affirmation de certains processus déjà en marche, mais également de relever des défis trop souvent reportés. Elle oblige à réaliser non seulement des transformations de fond des accords politiques nationaux, mais aussi à effectuer un repositionnement de la région dans le contexte international. Elle implique non seulement de nouvelles façons de faire de la politique, mais également de nouvelles façons de la penser. La liste suivante est l'énoncé non exhaustif de quelques-unes de ces obligations.

a. Démocraties transnationales. L'exercice des démocraties latino-américaines est aujourd'hui plus que jamais lié aux relations extérieures, tant politiques qu'économiques. Sur le plan politique, si la démocratie n'a pas d'adversaires de taille, certaines interprétations et aspirations trop poussées peuvent néanmoins endommager les fondements mêmes du jeu démocratique, à savoir le respect de la loi et la volonté de la majorité. La possibilité de l'alternance au pouvoir s'est progressivement détériorée dans certains pays et les tendances à la réélection, garanties par des réformes institutionnelles successives, peuvent répondre à des garanties minimums de procédure, mais sans contrôle elles dérivent vers des pratiques autoritaires. Voici donc un défi clairement transnational avant d'être national.

La définition de nouveaux concepts de démocratie qui questionnent les fondements de la représentation politique au sens libéral et républicain du terme, est un sujet de franche ou sournoise discorde. Il s'agit de la réinterprétation par le Pouvoir Exécutif de la portée des libertés civiles et des droits politiques, ce qui a supposé des affrontements aigus entre les gouvernements et les médias dans différents pays de la région. Les causes trouvent assurément leurs racines dans les diagnostics appropriés sur les limitations de la

représentation des partis traditionnels, ce qui affecte des arrangements de coupole - participatifs- et une représentation enchâssée d'intérêts économiques plutôt que de demandes populaires et de besoins sociaux. Cependant, dans de nombreux cas, pour les démocraties et les libertés individuelles, les effets du remède peuvent être pires que les maux.

Dans ce même registre, la possibilité pour la région d'assurer des mécanismes de la défense d'ordre multilatéral face aux dérives que peut expérimenter la démocratie dans la région, ne semble pas être à l'abri de ce type d'antagonisme des visions d'État sur la démocratie. Malgré la clarté de la réglementation existante, notamment la Charte démocratique de l'organisation des États Américains (OEA), les interprétations des différents camps dans lesquels se débat jour après jour la démocratie latino-américaine, ont empêché la mise en application effective de ladite charte. L'envergure des normes contraignantes contraste avec l'absence de mécanismes efficaces pour en assurer l'application. Comme le déclare le Président Leonel Fernandez de la République dominicaine : « que de force pour une telle inefficacité » (Zovatto et Herrera, 2010 : p 26).

D'un côté, la démocratie latino-américaine se trouve de nouveau confrontée au défi de l'interprétation que l'on croyait conjurée, et de l'autre, les dynamiques économiques de la globalisation peuvent participer au renforcement des institutions démocratiques ou au contraire nuire à leur développement. La crise internationale du prix des aliments et des hydrocarbures a gravement menacé les conditions sociales précaires des plus petits pays et appauvri la région. Mais la plus grave menace exercée par la crise financière internationale avant que ses effets ne disparaissent, a été la pression exercée sur de grandes économies fortement connectées aux marchés internationaux. Bien que d'un point de vue général, les conséquences pour la région aient été moins graves que prévu, elles nous rappellent que les relations entre stabilité politique et économie ne dépendent pas toujours de décisions nationales ou d'accords politiques internes. Plus les liens entre la région et les flux économiques de la globalisation augmentent, plus la vulnérabilité augmente elle aussi. Ce qui contraste, une fois de plus, avec la faible présence de la région, si l'on ne tient pas compte du Brésil, dans les principaux débats internationaux sur le développement économique et la stabilité financière internationale.

b. Une fiscalité pour la démocratie. On sait que l'expansion de la démocratie en Amérique latine est le fruit d'un moment historique caractérisé par la crise économique et la précarité des ressources fiscales. Injuste paradoxe de la modernisation latino-américaine qui, de manière très antagonique, favorisa dans des contextes politiques autoritaires l'expansion étatique. La crise et les politiques de réforme économique ont été

hostiles à la dépense publique de façon générale, cette voie n'a pas permis l'augmentation des rentrées fiscales.

Les démocraties latino-américaines (à de rares exceptions près, parmi lesquelles le Brésil) ont une dette fiscale dramatique. Pour prospérer en termes de démocratie, la région doit cesser d'être la plus inégalitaire du monde, comme on peut le constater sur les indicateurs de distribution des rentrées. Et une partie de ce défi doit se faire au moyen de la redistribution, ce qui suppose non seulement l'élargissement de la charge fiscale, mais également l'orientation progressive des dépenses publiques. Car il est vrai que la région collecte peu d'impôts, mais que, lorsqu'elle en collecte, elle pénalise davantage la consommation que le revenu et que, lorsqu'elle dépense, elle oriente la majeure partie de ses redistributions en faveur des secteurs sociaux à moyens et hauts revenus. Tout ceci est largement documenté, et l'on peut constater que même les investissements sociaux (qui pourraient être destinés dans une large mesure aux plus pauvres) tendent à être régressifs, notamment à cause des effets des systèmes prévisionnels qui favorisent les salariés à hauts revenus.

Il est impératif, pour renforcer la qualité de la démocratie, de discuter des portées de son financement. Un pacte fiscal pour la démocratie en Amérique latine doit être établi sur la base d'une expansion progressive, raisonnable et négociée de la charge fiscale, pour une meilleure gestion administrative et institutionnelle garantissant aux contribuables une plus grande transparence de la gestion des ressources et une distribution plus juste des fonds publics.

c. Représentation et participation politique. Le renforcement des partis politiques ne peut être différé, ni laissé dans les seules mains des partis. La citoyenneté active doit être le résultat de la convergence des actions politiques positives impulsées par les médias, les organisations civiles, les communautés organisées. Bien que les partis doivent reprendre des voies idéologiques et éthiques afin de se libérer de la personnalisation à outrance et des différentes formes de cooptation néo-corporative, la société civile peut améliorer sa capacité d'élaboration et de recueil des demandes. Nous ne préconisons pas une démocratie plébiscitaire, mais tant que la société ne sera pas plus exigeante envers ses partis politiques, ceux-ci continueront d'organiser des élections sur des critères uniquement politiques, largement manipulateurs et souvent clientélistes. En revanche, face à une société éduquée à la politique, avec des moyens remplissant leurs fonctions de contrôle et de débat social, les partis n'auront pas d'autre choix que de s'occuper sérieusement de l'élaboration de stratégies politiques et du développement de compétences factuelles afin que, une fois élus, ils puissent les mettre en pratique.

Quant aux organismes électoraux, ils doivent non seulement garantir la probité du processus mais assurer aussi l'observance effective de la volonté populaire, quel que soit l'orgueil que l'on puisse avoir à protéger le suffrage, il n'est jamais excessif, et doivent également favoriser la correction des processus institutionnels qui nuiraient encore à la participation politique et à la représentation effective. L'action affirmative est essentielle pour garantir la participation politique des femmes, mais également des groupes ethniques subordonnés d'une diversité hétérogène de groupes sociaux toujours plus revendicatifs et conscients de leurs droits. Le défi de la construction de citoyenneté active est une tâche à part entière de l'État et pas seulement des organismes électoraux. Néanmoins, ces derniers doivent être protagonistes de la construction de la promotion de la démocratie en tant que politique publique, sous peine de continuer à observer des tendances à la délégation toujours plus persistantes.

d. Globalisation et démocratie. L'autre aspect de la nature territoriale de la globalisation est l'importance croissante du caractère local. Importance sur le plan politique, économique et culturel. Les formations sous-nationales, qu'il s'agisse des États, qui dans les pays fédéraux d'Amérique latine sont aussi grands voire plus que les petits pays du continent, des municipalités ou des communes, ne doivent plus être de simples engrenages de la politique nationale. Même si le degré de décentralisation politique, administrative et fiscale est différent selon les régions, la conviction nationaliste que l'on gouverne depuis les villes capitales est communément admise.

Il est probable que les futures innovations sur le plan économique et social soient issues justement des efforts locaux qui parviennent à mieux intégrer le pouvoir politique, les ressources économiques et les nécessités de la population. En ce sens, il est bon que les gouvernements locaux renforcent au plus vite et le plus largement possible leurs capacités réelles de gestion et de représentation. La question n'est pas simple, car face à l'inefficacité des gouvernements nationaux, les efforts de décentralisation semblent, dans de nombreux cas, être destinés à d'autres projets que celui du renforcement démocratique et de la participation citoyenne, comme tendent à le prouver des dénonciations faites à l'encontre des stratégies de privatisation et de commercialisation de services publics.

Par ailleurs, l'autonomie fiscale des gouvernements locaux est toujours précaire et la mise en œuvre de celle-ci est fortement associée aux décisions de collecte et de distribution des gouvernements centraux. Sans fiscalité locale, on ne peut pas développer pleinement la citoyenneté locale.

De plus, les cas de gouvernements locaux s'organisant sur des clivages politiques authentiquement communaux sont peu nombreux. L'influence des machines électorales à portée nationale limitent encore largement la capacité des politiques locaux à agir exclusivement au service de leur communauté. Ainsi, les batailles locales sont entendues comme autant d'échelons pour les aspirations et carrières politiques des fonctionnaires, ou comme des mécanismes locaux de l'électorat des partis nationaux plus ou moins indifférents ou ignorants des problématiques locales.

Enfin, le processus politique local est le maillon faible de la chaîne démocratique, fait clairement identifié par les bandes du crime organisé qui ont fortement coopté les dynamiques politiques communautaires, au moins de deux façons. Par la corruption ou le parrainage de candidats et de fonctionnaires élus, souvent forcés par les menaces de mort, ou par l'exercice direct du pouvoir communal, comme cela s'est produit en Colombie, au Mexique et au Guatemala. Ceci est l'expression de différents phénomènes d'évacuation du pouvoir local qui, s'ils venaient à s'amplifier ou à se multiplier, créeraient alors un terrain propice à l'expansion de la violence criminelle liée au trafic de drogue. C'est en ce sens que l'on doit comprendre que le renforcement de la démocratie locale est clairement une politique de sécurité publique d'application obligatoire.

e. Citoyenneté plurielle. L'époque actuelle oblige l'État à la reconnaissance d'une citoyenneté qui est loin d'être homogène. Les citoyens latino-américains réclament toujours plus fort et de façon mieux organisée la reconnaissance active de l'intégralité de leurs droits, en vertu de leurs conditions particulières et pas seulement de leurs similitudes. Si le projet original, comme le signale T.H. Marshall, de la citoyenneté était l'établissement de conditions d'équité dans le cadre d'une société d'inégalités économiques, aujourd'hui le défi latino-américain est la lutte contre les inégalités économiques dans un contexte de satisfaction des droits universels mais aussi différenciés. La différenciation est nécessaire car, historiquement, les dynamiques d'exclusion sociale se sont consolidées, créant des barrières à la pleine satisfaction des droits citoyens en vertu de considérations de genre, d'ethnie, de race, d'âge, et même de préférence sexuelle.

Le projet original de la démocratie dans l'État moderne occidental a toujours été une constante tension entre l'affirmation de droits collectifs et les libertés individuelles. Le libéralisme a été la principale référence dans les luttes démocratiques pour la constitution de droits collectifs ne pouvant être ni définis, ni mis sous tutelle, ni satisfaits individuellement. Aujourd'hui, la démocratie doit faire face à d'autres « ismes » non moins

significatifs : l'androcentrisme, porteur de toutes les pratiques et justifications de la discrimination contre les femmes ; le racisme et l'ethnocentrisme, qui sont à la base de la pauvreté et de l'absence d'opportunités chroniques dont souffrent les peuples indigènes, les communautés afro-américaines et les groupes immigrants ; l'adultocentrisme, qui ne reconnaît même pas les droits de citoyenneté des mineurs. Nous avons dit que des progrès en matière d'inclusion politique des femmes ont été enregistrés, au point de supposer des exigences de parité au Costa Rica, mais ils avancent lentement dans l'ensemble de la région avec une moyenne de participation des femmes dans les pouvoirs législatifs atteignant à peine 20 % des sièges. Et s'il en est ainsi dans le cadre de la lutte démocratique contre l'androcentrisme, la situation est certainement plus grave dans le cas des autres dynamiques d'exclusion précédemment mentionnées. Ainsi, la lutte contre l'exclusion sociopolitique et culturelle (Sojo, 2000) reste un défi à relever.

f. Le rôle politique des marchés. Ces trente dernières années de démocratie montrent que la population latino-américaine est attachée aux libertés et aux droits, tout autant qu'à la qualité de la vie matérielle. C'est ainsi qu'ils doutent au moment de choisir entre la démocratie et d'autres formes de gouvernement leur garantissant un certain bien-être. Un problème réside dans la consultation car en réalité, l'alternative à la démocratie avec de mauvaises conditions de vie, ce n'est pas l'autoritarisme avec de bonnes conditions de vie, mais la démocratie avec de bonnes conditions de vie. L'indice de satisfaction de la vie dépend essentiellement du fonctionnement de l'économie qui, lui, relève plus de l'initiative privée que de la politique publique.

État et marché doivent être garants de la stabilité démocratique, le premier en favorisant des actions redistributives appropriées tout en assurant l'État de droit ; le second en développant les bonnes pratiques de responsabilité sociale au sens global. Premièrement, il est impératif de signaler que la première ligne de la responsabilité sociale des entreprises est le respect complet et correct des obligations légales, en particulier celles se rapportant au paiement des impôts et contributions à la sécurité sociale, ainsi que le respect absolu de la législation du travail, de la sécurité au travail et du paiement des salaires de base. Il existe ensuite d'autres plans d'engagements éthiques à portée globale, avec obligation absolue pour les entreprises engagées et intéressées dans la stabilité démocratique. Il s'agit de la garantie de pratiques environnementales responsables et l'éradication absolue du travail des enfants et autres formes modernes d'esclavage. Une fois ces pratiques garanties, des stratégies de responsabilité sociale sont mises en place pour tenter d'élargir l'engagement des entreprises vis-à-vis de la société dans son ensemble et des communautés satellites. Par contre, la RSE court le risque de dériver vers des formes arrangées de privatisation de politiques sociales, dans le meilleur des cas, et

dans le pire des cas, à un exercice rhétorique ne menant qu'à des pratiques de bienfaisances dignes du XIX^e siècle.

Les groupes ayant un pouvoir économique, d'autre part, doivent s'assurer que leur influence disproportionnée sur les affaires publiques ne se traduise pas uniquement par la satisfaction de leurs intérêts corporatifs. La concentration excessive du pouvoir économique et politique associée ne favorise pas la démocratie et l'histoire regorge d'exemples, certains éloignés, d'autres clairement proches dans le temps. La question est que le pouvoir économique peut s'unir à l'État dans l'intensification de pratiques démocratiques qui, à court terme, peuvent entraîner des coûts supplémentaires, mais qui, à long terme, assurent la stabilité institutionnelle, ingrédient principal du dénommé « climat des affaires ». Enfin, le monde industrialisé prouve qu'une démocratie forte est le meilleur contexte pour le développement des marchés, et que même dans les sociétés économiquement plus égalitaires, les grandes entreprises prospèrent.

g. La nouvelle sécurité sociale. La sécurité sociale s'entend fréquemment comme l'ensemble des politiques de protection sociale professionnelle régulant les salaires, pensions, et assurances de santé. Il s'agit d'une composante essentielle de la sécurité des personnes, mais ce n'est pas la seule. La sécurité sociale est, en dernier lieu, la sécurité de la société et la démocratie est tant une composante qu'un produit de ladite sécurité. La sécurité sociale, dans une démocratie, n'est pas seulement capable de réprimer la criminalité, commune et organisée, elle doit aussi en prévoir l'extension. Elle est capable de le faire parce qu'elle est à l'origine du développement de mécanismes axés sur la sécurité globale des personnes : de leur santé, de leur travail, de leur logement, de leur moyen de transport.

L'observation des indicateurs de qualité de vie et de développement humain en Amérique latine montre les importants défauts de qualité et de couverture de ces mécanismes d'assurance. Et ce ne sont pas les moyens répressifs qui réduiront les atteintes à la vie et à la propriété inhérentes à l'ordre intérieur. La démocratie est le fondement du respect de la loi, point de départ d'une culture de paix. Aussi est-il nécessaire de reconnaître que les fondements éthiques de la démocratie résident dans la culture. La cohabitation démocratique est un défi futur garantissant et favorisant le respect de la vie, la reconnaissance des droits des autres, la volonté de solidarité et le compromis avec les générations futures.

5. Réflexions finales

De façon générale, l'Amérique latine présente une situation inédite, unique sur la scène mondiale, combinant des pays dont la quasi-totalité est soumise à des régimes politiques démocratiques, mais dont, en même temps, une large part de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté (près de 35 %) et dont la distribution des revenus est la plus inégale au monde.

Le bilan de ces trente dernières années de démocratie met en évidence des raisons d'espoir mais aussi de frustration. Car il est possible de voir le verre à moitié plein mais aussi celui à moitié vide.

Nul doute que les progrès réalisés ces dernières années en matière d'élections libres et justes, en matière d'existence et de respect des droits de l'homme et de démocratisation sont significatifs. C'est un atout que nous devons reconnaître et apprécier. Cependant, nos démocraties accusent un important déficit avec des degrés de fragilité divers, et d'énormes adversaires, parmi lesquels se détachent les problèmes institutionnels affectant la stabilité politique, la gouvernance et l'État de droit, l'indépendance et la relation entre les pouvoirs, le fonctionnement des systèmes électoraux et du système de partis politiques, ainsi que les graves problèmes d'insécurité des citoyens faisant de notre région l'une des plus violentes du monde. D'autre part, le regrettable et condamnable coup d'État du 28 juin 2009 au Honduras, plongeant ce pays dans une profonde crise politique, est un signal d'alarme pour nous avertir des importants défis qui nous attendent.

Cependant, et sans vouloir aucunement ignorer ou sous-estimer la quantité et la gravité des déficits et défis qui nous attendent, il est évident qu'au cours de ces trente dernières années, nous sommes parvenus à regagner la démocratie et à la faire durer et, dans un même temps, à lui bâtir un important socle citoyen, tel que le montrent les données du Latinobarómetro. Et ce n'est pas rien. Aujourd'hui, le débat n'est plus le même, entre démocratie ou autoritarisme, entre démocratie formelle et démocratie réelle ; elle porte au contraire sur la qualité de la démocratie, la façon de construire davantage de citoyenneté et de meilleure qualité, la façon de passer d'une démocratie électorale à une démocratie de citoyens et d'institutions, la façon de concilier démocratie et développement dans le cadre de sociétés présentant un meilleur niveau de cohésion social et une meilleure équité de genre, la façon de chercher une relation plus stratégique entre le marché et les États et plus fonctionnelle entre les États et la société, la façon de permettre à la démocratie de répondre à de nouvelles demandes provenant de sociétés plus complexes, plus modernes, plus urbaines, la façon de faire fonctionner efficacement

la démocratie dans un contexte international globalisé ; autant de thèmes qui, comme on peut l'observer, constituent des entraves à la démocratie devant être discutées en démocratie et dont les solutions doivent être trouvées de façon démocratique.

En d'autres termes, le débat central du moment passe par la façon de concevoir et de mettre en œuvre des options politico-institutionnelles démocratiques aptes à résoudre les nouvelles attentes citoyennes (politiques, économiques, sociales et culturelles), et particulièrement toutes celles en rapport avec la pauvreté et l'équité, dans un contexte de globalisation complexe et accélérée. Le tout dans une Amérique latine caractérisée par une diversité structurelle hétérogène toujours plus forte, traversée par d'importantes différences idéologiques, qui continue de rencontrer des difficultés à avancer en matière d'intégration, et incapable d'agir en faisant chorus sur le plan international pour défendre ses propres intérêts.

L'occasion d'établir un bilan de la situation actuelle et de tenter de définir le futur programme de la prochaine décennie ne pourrait être plus opportune. Outre la célébration des trente ans de la Troisième vague démocratique, la région est en train de sortir (de manière et à des rythmes différents) de la crise financière et économique mondiale, dont nous n'avons pas terminé d'évaluer les effets financiers et économiques mais aussi sociaux et politiques. C'est dans un tel contexte que nous assistons au retour du débat sur le nouveau rôle de l'État tout comme celui sur la relation entre État et marché. Nous avons pu observer qu'il n'existe pas de relations claires et automatiques entre la perception de la démocratie et celle de la qualité de vie matérielle, mesurée en termes de satisfaction vis-à-vis de l'économie, des inégalités ou de la pauvreté. Les processus régissant la satisfaction vis-à-vis du système et du régime politique peuvent ne pas s'améliorer, y compris dans des conditions plus favorables de développement économique et social car, indubitablement, lorsqu'il s'agit d'évaluer la démocratie, tout rentre en ligne de compte, et les avancées sont souvent vues comme le résultat naturel de l'opération des marchés ou de la sagesse des leaderships politiques.

D'autre part, la région a initié un nouveau rallye électoral en vertu duquel, entre 2009 et 2012, la presque totalité des pays de la région connaîtra des élections présidentielles générales. Nous sommes donc face à un moment d'inflexion historique tant en matière de démocratie que de développement. Et, comme toute étape d'inflexion, de crise et de changement, des défis mais aussi de grandes opportunités émergeront.

6. Bibliographie

Aguilar, Ileana et Benavides Tatiana. "Enfoques y tendencias en el análisis de los procesos de democratización en América Latina". Dans : **FLACSO : Serie de Cuadernos Repensar América Latina**, 2010, San José, Costa Rica.

Casas, Kevin et Zovatto, Daniel. "Para llegar a tiempo : apuntes sobre la regulación del financiamiento político en América Latina". Dans : **Revista Nueva Sociedad**, No. 225, janvier-février 2010.

Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL). *Panorama social de América Latina 2009*. Santiago, Chili. Avril, 2010a.

Commission Économique pour l'Amérique latine (CEPAL). *La hora de la igualdad : brechas por cerrar, caminos por abrir*. Santiago, Chili. Mai, 2010b.

Corporation Latinobarómetro. *Rapport 2007*. Santiago, Chili. Novembre, 2009. www.latinobarometro.org

Corporation Latinobarómetro. *Rapport 2008*. Santiago, Chili. Novembre, 2009. www.latinobarometro.org

Corporation Latinobarómetro. *Rapport 2009*. Santiago, Chili. Novembre, 2009. www.latinobarometro.org

Ellis, Andrew ; Orozco, Jesús et Zovatto, Daniel (Coordinateurs). *Cómo hacer que funcione el sistema presidencial*. Universidad Nacional Autónoma de México et Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia Electoral. Mexique. 2009.

Griner, Steven et Zovatto, Daniel (Éditeurs). *De las normas a las buenas prácticas. El desafío del financiamiento político en América Latina*. Organisation des États Américains et Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia Electoral. San José, Costa Rica. 2004.

Kliksber, Bernardo. "¿Cómo enfrentar la inseguridad en América Latina? La falacia de la mano dura". Dans : **Nueva Sociedad**, No 215, mai-juin 2008, ISSN : 0251-3552.

Lissidini, Alicia ; Welp, Yanina et Zovatto, Daniel (Coordinateurs) *Democracia directa en Latinoamérica*. Prometeo Libros. Buenos Aires, Argentine. 2008.

Organisation des États Américains et Programme des Nations Unies pour le Développement. *La Democracia en Ciudadanía. Una Agenda para la Construcción de Ciudadanía en América Latina*. 2009.

Payne, Mark ; Zovatto, Daniel et Mateo, Mercedes. *La Política Importa. Democracia y desarrollo en América Latina*. Banco Interamericano de Desarrollo, Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia Electoral et Editorial Planeta. Washington, D.C., États-Unis. 2006.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *La democracia en América Latina : hacia una democracia de ciudadanos y ciudadanas*. New York, États-Unis. 2004.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Informe Regional sobre Desarrollo Humano para América Latina y el Caribe 2010. Actuar sobre el futuro : romper la transmisión intergeneracional de la desigualdad*. New York, États-Unis. 2010.

Rojas-Bolaños, Manuel et Rosales-Valladares, Rotsay (2009). “Democracia Electoral y Partidos Políticos en Centroamérica. Heterogeneidad y trayectorias inciertas”. Dans ***Revista Sistema 208 - 209***. Madrid, Espagne. Janvier 2009. Pages 193 – 209.

Sojo, Carlos. “Dinámica sociopolítica y cultural de la exclusión social”. Chez : Estanislao Gacitúa, Carlos Sojo et Shelton H. Davis (Éditeurs). ***Exclusión Social y Reducción de la Pobreza en América Latina y el Caribe***. Banque Mondiale et FLACSO Siège Costa Rica. 2000.

Sojo, Carlos. *Modernización sin Estado. Reflexiones en torno a pobreza, exclusión social y desarrollo en América Latina*. San José, FLACSO. 2008.

Strasser, Carlos. “América Latina : Participación cívica, instituciones democráticas, buen gobierno. Los obstáculos y las cuestiones.” Chez : Carlos Sojo (Éditeur). ***Desarrollo Social en América Latina. Temas y desafíos para las políticas públicas***. San José, FLACSO-Banque Mondiale. 2002.

Zovatto, Daniel. “Dinero y política en América Latina” Dans : ***Foreign Affairs en español***, vol. 5 No. 4, Itam, Mexique, 2005.

Zovatto, Daniel et Orozco, Jesús. *Reforma política y electoral en América Latina 1978-2007*. Universidad Nacional Autónoma de México et Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia Electoral. Mexique. 2008.

Zovatto, Daniel et Aguilar, Ileana (Coordinateurs) *Experiencias de reforma política y electoral en Colombia, Costa Rica y México desde la perspectiva comparada*. Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia Electoral. San José, Costa Rica. 2009.

Zovatto, Daniel et Herrera, Marco. *Mémoire 1^{er} Forum international de Saint-Domingue. Democracia, crecimiento con equidad y cohesión social en América Latina*. Instituto Internacional para la Democracia y la Asistencia Electoral. San José, Costa Rica. 2010. Dans Presse.